

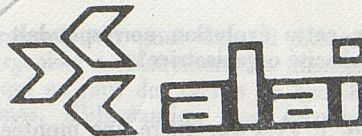


C.I.A.L.

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE
U.E.R. D'ÉCONOMIE POLITIQUE

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5 FF.

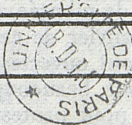


AGENCE LATINO AMÉRICAINNE D'INFORMATION
1224 STE CATHERINE O 403 TEL (514) 861 0750
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

Bul. N° 3

16 février 1979

ANNEE 1



ALAI: INTERVIEW DU MOUVEMENT

PEUPLE UNI DE NICARAGUA

Composé de 23 organisations - politiques, démocratiques et révolutionnaires, syndicales, d'étudiants, de femmes, d'intellectuels et autres -, le Mouvement Peuple uni (MPU) se présente comme une alliance de forces qui cherche dans l'immédiat «une direction véritablement démocratique, unie et révolutionnaire, de la lutte de peuple nicaraguayen pour le renversement de la dictature militaire somoziste et pour l'implantation d'un gouvernement démocratique incluant toutes les forces qui ont travaillé de façon conséquente pour ce premier objectif». Reconnaissant que ce sont les travailleurs de la campagne et de la ville qui constituent la force principale, le MPU soutient un programme «démocratique, populaire et nationaliste» pour le Nicaragua.

Dans cette alliance de forces, les organisations de femmes et d'étudiants jouent un rôle dynamique. Dans cette interview avec ALAI, deux membres d'une délégation du MPU en tournée, Francisco Sanchez et Sylvia Reyes, représentant les secteurs étudiant et féminin respectivement, font l'analyse de la naissance de l'organisation, de l'incorporation du mouvement populaire à la lutte de résistance et d'insurrection, de ses formes d'organisation et plus particulièrement, du rôle des jeunes et des femmes dans ce processus.

- Dans quel contexte politique est né le Mouvement Peuple uni?

- F.S.: Pour comprendre la naissance du Mouvement Peuple uni, il faudrait se référer à la crise de la dictature militaire somoziste. De 1974 jusqu'au milieu de 1977, la dictature militaire somoziste a réussi à faire reculer le mouvement populaire, aux niveaux de l'organisation et de la mobilisation. D'une part, la dictature a réussi à regrouper tous les secteurs de la bourgeoisie et à partager avec eux des prébendes provenant de prêts internationaux et d'investissements privés et de l'État, permettant en même temps à tous ces secteurs bourgeois, fondamentalement aux grands capitalistes et aux agro-exportateurs, de hausser les prix des principaux produits de consommation de masse au pays. D'autre part, la Garde nationale a agi avec force, particulièrement en réprimant de façon bestiale le mouvement paysan dans les montagnes afin d'isoler la guérilla du Front sandiniste, et à la ville, en essayant d'empêcher le développement d'un mouvement syndical parmi la classe laborieuse et en écrasant toute forme d'opposition. De cette façon, le mouvement populaire a connu un reflux tandis que la dictature se présentait à l'ensemble de la bourgeoisie comme l'instrument de domination politique.

Mais il faudrait rappeler un autre aspect de la dictature somoziste. Elle surgit comme produit direct de l'intervention américaine dans notre pays. Des États-Unis elle reçoit des conseils, de l'armement et de la technologie. Partant du pouvoir politique du somozisme et à l'aide du pouvoir de l'État, du vol et de la fraude, s'est construit tout un bloc économique. Comparé aux deux autres grands groupes économiques qui existent au pays, La Banque d'Amérique et la Banque nicaraguayenne, le groupe de Somoza est le plus fort.

Jusqu'au milieu de 77, le mouvement essaie de maintenir une résistance pour éviter d'être écrasé complètement par la contre-révolution. La dictature a dû lever la Loi martiale et l'état de siège sans avoir réussi à l'anéantir, en plus de s'être montrée incapable de résoudre les problèmes qui frappent le pays. Ceci n'a pas passé inaperçu de la bourgeoisie, qui s'est rendu compte du danger qu'elle courrait en se maintenant totalement liée à un instrument de domination politique qui ne garantit pas de solutions. C'est ainsi que la bourgeoisie a commencé à remettre en question la dictature, en cherchant une alternative d'apparence plus réformatrice, plus démocratique, qui entraînerait moins de troubles sociaux.

- D'après votre analyse, 1977 marquerait la fin de reflux du mouvement populaire. Mais à ce moment-là, sous quelles formes, ou chez quels secteurs s'est manifesté le tournant?

- F.S.: La remontée du mouvement a eu ses premières manifestations parmi la petite-bourgeoisie démocratique, dans ce cas les étudiants, les femmes, certains secteurs de jeunes des quartiers et un secteur de la presse. Au début, c'était une lutte pour les libertés démocratiques, assumée d'une façon combattive par ces secteurs de la population. Néanmoins, les paysans et les ouvriers se sont intégrés graduellement à la lutte. Il y a eu, par exemple, des occupations d'églises, jusqu'au point où les conflits se sont généralisés, spécialement les luttes pour la liberté des prisonniers politiques, la campagne contre l'isolement des dirigeants détenus, qui ont impliqué un large éventail de forces politiques et sociales. Il y a eu également des grèves politiques de la part de la classe ouvrière, et des tentatives de se lier aux secteurs organisés de la paysannerie. Un aspect important à cette étape, c'était la capacité du mouvement populaire de généraliser chaque conflit spécifique contre la dictature. Les divers niveaux de lutte se sont intensifiés, à partir d'occupations d'églises, de réunions, de barricades, jusqu'aux premiers affrontements, à l'aide d'armes de petit calibre et des bombes qui explosent sur contact, avec des patrouilles de la Garde nationale.

40P 9801

Est-ce que cette évolution correspondait à un développement de sa capacité organisatrice?

- F.S.: Oui, il s'est enregistré une montée de la capacité organisatrice des masses et de leur conscience politique, dans le sens de reconnaître la dictature comme étant leur ennemi principal et de se convaincre, par leur propre pratique, de la nécessité de la renverser. Et plus tard, du besoin de la renverser par les armes. Tout ce processus de montée a été constant. L'assassinat de Chamorro (1), en janvier de cette année, ne fut qu'un détonateur. Les vannes se sont ouvertes et le courant s'est déchaîné. A Managua, et dans beaucoup d'autres villes, le peuple s'est lancé dans la rue pour protester contre l'assassinat, mais encore plus, contre 44 ans d'oppression. Tout cela a débouché sur la première grève générale qui fut préparée, convoquée et menée par les secteurs de la bourgeoisie qui se ralliaient au Front élargi d'Opposition (FAO); ce dernier représente une solution propre à cette classe, avec un programme qui répond à ses intérêts, nettement à ses intérêts, quoiqu'elle ait essayé de le faire paraître comme étant de tout le peuple. C'est la bourgeoisie qui a mobilisé le prolétariat dans cette grève des «brazos caídos» (bras tombés) mais dans les quartiers, le mouvement populaire a dépassé la direction bourgeoise, tant au niveau des formes de lutte que des consignes. Cela, rajouté à l'entêtement de Somoza, a amené la bourgeoisie à revenir sur ses pas et lever la première grève. Mais le mouvement populaire, ayant donné un premier pas dans la lutte, a compris la grande capacité de pression qu'il détenait déjà, et celle qu'il pourrait développer s'il était dirigé par des forces révolutionnaires. A ce moment furent adoptés les premiers plans d'action militaire qui ont eu leur expression principale à Monimbo.

- Vous signalez les événements de Monimbo comme une des premières expériences de cette période. Quelle en est votre évaluation?

- F.S.: Pour le mouvement révolutionnaire, c'était extrêmement important, dans la mesure où c'était un soulèvement insurrectionnel local qui a mené l'activité organisée des masses au premier plan. Monimbo fournit un indice qu'à long terme, on pourra et devra créer les conditions pour un soulèvement insurrectionnel dans tout le pays. Les masses prennent conscience de leurs capacités, de leurs forces. Elles se rendent compte que même sans être mieux armées (2), elles ont pu maintenir un soulèvement pendant environ dix jours.

- Suite à la première grève générale, comment s'orientent l'action du mouvement populaire?

- Les vannes s'ouvrent de nouveau en avril. Les écoliers du secondaire commencent une grève généralisée pour la liberté des prisonniers, contre l'isolement des prisonniers et pour des revendications propres, comme la liberté d'organisation et de diffusion. La mère d'un dirigeant commence une grève de la faim qui attire la solidarité de tous les secteurs de la population. La petite bourgeoisie participe de façon agressive, mais le mouvement populaire montre aussi sa vigueur. Il se produit des grèves, des manifestations, des affrontements, et le mouvement populaire gagne de l'expérience et de la capacité combattive, apprend les techniques de la lutte dans la rue, s'organise - parfois spontanément, parfois sous direction - crée de petites unités de harcèlement, etc.

- Est-ce que cela s'est accompagné d'une action à la campagne?

- F.S.: Peu avant août, il y a eu une série d'occupations de terres par des paysans à Sirama, à Tonalá, à Rancherías et à San José del Obraje, qui sont des communautés paysan-

nes de l'ouest du pays, où l'avance du capitalisme dans l'agriculture a rapidement délogé la paysannerie. Dans le nord aussi, aux alentours de Matagalpa, où des paysans ont été délogés des champs de café. Ils se confrontent directement à la dictature dans la mesure où celle-ci les a réprimés à travers la Garde nationale. Un conflit, apparemment de type économique, se convertit en conflit politique. Mais il y a eu une faiblesse, c'est qu'on n'a pas réussi à coordonner tout ce mouvement sous une direction, ni à lui donner une même capacité d'organisation. Donc, d'une certaine façon, les actions restent isolées, quoique dans un contexte national d'agitation et de soulèvement.

- Dans ce contexte commence la deuxième grève générale...

- F.S.: La bourgeoisie commence à observer avec inquiétude l'essor de mouvement de masses, et la continuation de la dictature. Au moment où le FAO était en train de préparer la deuxième grève générale, pour obtenir, selon lui, le renversement de Somoza, s'est produit le coup politico-militaire du Front sandiniste de Libération nationale, qui était effectivement, un coup dur au somozisme, mais qui en même temps a précipité les plans de la bourgeoisie, laquelle voyait que l'avant-garde du mouvement populaire avait pris l'initiative. La bourgeoisie convoque la deuxième grève générale lorsque le mouvement populaire n'attendait qu'une orientation pour aller beaucoup plus loin. La bourgeoisie a convoqué la grève en considérant que le moment était arrivé pour livrer la bataille finale et établir un gouvernement dans lequel toutes les forces faisant partie du FAO seraient représentées.

- Et face à cela, le mouvement populaire...?

F.S.: Il faudrait dire qu'à ce moment-là, le mouvement, qui a commencé à comprendre à travers toutes ces luttes, l'urgence et l'importance de l'unité, arrive à la faire, non pas comme produit d'une discussion préalable d'un programme, mais fondamentalement par la nécessité objective de l'unité de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques, d'une part pour frapper dans un même sens contre la dictature et d'autre part pour offrir une alternative propre en tant que mouvement populaire. Le Mouvement Peuple uni (MPU), lance un appel à la grève, mais en signalant que ce n'est pas la bataille finale, mais une étape de plus qui stimulera les tâches d'organisation, et permettra d'avancer sur le chemin et de préparer les conditions d'une insurrection. Il lance les mots d'ordre et définit des formes d'organisation pour la grève, comme les Comités de grève, tout en sachant clairement que même s'il se faisait de grands efforts dans les usines, l'activité se concentrerait, en dernière instance, sur les quartiers, en tenant compte de la capacité objective du mouvement ouvrier de maintenir une indépendance de classe. Ces Comités de grève devaient être le point de convergence des différentes forces, pour la coordination et la planification.

- Qui en avait la direction?

- S.R.: Eh bien, dans les quartiers, dans quelques usines, toutes sortes d'organisations étaient représentées: d'ouvrier, d'étudiants, de femmes et de toutes les forces démocratiques et révolutionnaires qui organisaient des comités, décidaient des tâches, les distribuaient et faisaient une rotation. Le premier objectif de la grève fut de paralyser toute l'activité économique et de transport du pays. Des groupes du Mouvement se mettent à l'œuvre pour boycotter le transport, l'interrompre (en brûlant des autobus), et harceler les patrons qui ne veulent pas fermer.

- F.S.: A cette période se produisent les actions militaires du secteur «terceriste» du FSLN. Toute cette situation trou-

blée créa les conditions politiques pour entreprendre un soulèvement insurrectionnel général, mais sans aucun doute on n'avait pas développé la capacité organisatrice et militaire nécessaire pour prendre le pouvoir. Cependant, l'action militaire qui s'est produite de façon coordonnée dans tout le pays a entraîné un soulèvement général de la population. Tout le monde s'est lancé dans la rue pour appuyer les actions armées, incluant, naturellement, la participation de toutes les tendances du FSLN aux combats, pour essayer de donner une direction à la lutte.

- **Quelle était la participation spécifique du mouvement populaire au mouvement insurrectionnel?**

- F.S.: Elle prenait diverses formes, allant de la mise sur pied d'unités de combat des masses elles-mêmes, qui ont, par exemple, fait une collecte d'armes de maison en maison, jusqu'au piquets sur les barricades, les piquets de vigilance et de communication, la mise sur pied de postes de premiers soins, l'emmagasinage d'aliments, les cuisines populaires. Par exemple, les enfants, qui avaient une plus grande facilité de déplacement, communiquaient entre les quartiers. Il y avait réellement une participation généralisée de tout le peuple au soulèvement, mais pour manque de capacités, on ne put maintenir une offensive constante contre la Garde nationale. Celle-ci se replie sur les casernes. Le Mouvement populaire et le FSLN ont pris les quartiers. La dictature a identifié les villes occupées et y concentre ses forces. Elle a eu recours au mortiers et à la force aérienne pour rentrer dans les villes (à Masaya, à Leon, à Chinandega et à Esteli); l'infanterie seule n'en était pas capable. A Managua et dans la zone de Carazo, les forces révolutionnaires ont réussi, sous une direction tactique plus adroite, à maintenir le soulèvement. A ces endroits on n'a pas fait appel à l'occupation de quartiers, ni à des affrontements décisifs; le mouvement populaire a plutôt assumé le rôle de maintenir le harcèlement, le combat rapide, l'attaque à des petits noyaux de la Garde nationale, l'élimination des «oreilles» (3), et il a entrepris l'entraînement de la population civile (ce dernier se faisait aussi dans d'autres régions du pays). Sur ces points, le mouvement populaire est sorti renforcé, s'est procuré des armes, s'est entraîné, a gagné de l'expérience et a conservé le gros de la structure des masses. Ce n'était pas le cas dans les villes assujetties à un bombardement arbitraire où, quoique les unités militaires des trois tendances du FSLN aient réussi à se retirer sans subir des pertes majeures, le coût pour la population civile fut très élevé.

- **Après ces expériences, qu'est-ce qui a donné l'élan au mouvement populaire?**

- F.S.: En ce moment, notre peuple s'occupe des formes d'organisation de masse et d'organisation militaire. En terme généraux, il s'organise pour des tâches de défense civile. Une des leçons que nous avons tirées est que si le peuple n'est pas aussi bien préparé pour se défendre contre la répression que pour participer aux soulèvements insurrectionnels, il ne peut triompher. Le MPU encourage la création de Comités de Défense civile.

- **Quel est le caractère de ces comités?**

- F.S.: Ils regroupent différentes classes. Il s'agit d'organiser tous les secteurs de la population pour toutes les tâches qui ne sont pas directement liées au combat armé: fournitures de matériaux, construction d'abris, entreposage d'armes, agitation, propagande. De cette façon, dans les quartiers, les régions, et les usines, ces formes d'organisation deviennent des structures de pouvoir populaire. En outre, il y a la formation de Brigades populaires, qui sont des organismes de combat de masses. Tout notre peuple s'est lancé dans la lutte, mais il l'a fait de

façon désorganisée, et pour cela, il manque de consistance. Il s'agit d'organiser militairement les masses dans les Brigades populaires, qui en plus des tâches de harcèlement, de récupération d'armes, d'élimination des «oreilles», donnent une formation au mouvement populaire et en plus, font un travail constant d'agitation et de propagande. Les tâches d'agitation sont clandestines, car le contrôle de la Garde nationale est très sévère. Les réunions sont armées et les communiqués sont répandus au moyen de bombes pamphlétaires. C'est ça la situation actuelle du mouvement populaire, et les tâches qu'il accomplit. Par ailleurs, il y a les tâches qui reviennent à l'avant-garde sur le plan strictement militaire, puisqu'il y a un consensus général, partagé par le MPU et par toutes les forces révolutionnaires du pays, que la lutte armée est la principale forme de lutte, dans les villes, à la campagne et dans les montagnes, et que tout doit être dirigé vers cette lutte.

- **Est-ce que la structure du MPU assure la consultation et respecte l'opinion de toutes ses bases?**

- S.R.: La direction revient au Comité exécutif, ensuite viennent les Comités de coordination, de propagande, de finances, des départements, etc. Il a une structure allant de haut en bas et de bas en haut; avec la participation de toutes les organisations qu'il regroupe, qui sont actuellement 23, toutes politiquement de gauche.

- **Plus spécifiquement, comment s'intègrent les secteurs que vous représentez? Le secteur féminin par exemple?**

- S.R.: Dans le cas de la femme, et plus spécifiquement de l'organisation que je représente, L'Association des Femmes dans la Problématique nationale (AMPRONAC), il y a eu tout un processus de développement. L'organisation est née en septembre 1977, comme lieu de défense des droits humains, pour dénoncer le génocide (350 paysans étaient disparus) perpétré par le somozisme. Les épouses, filles et mères de paysans disparus ont accouru, et nous avons commencé à exiger des nouvelles sur le sort de ces derniers. La dictature s'est alors attaquée aux femmes et à notre organisation. Néanmoins, lorsque fut levé l'état de siège et la loi martiale en vigueur depuis 1974, nous avons commencé à évoluer, à nous structurer mieux. En même temps, nous avons commencé à dresser des revendications propres à la femme: des campagnes contre l'alcoolisme, la prostitution, nous avons commencé à lutter pour de meilleurs salaires pour les ouvrières et les travailleuses agricoles. Peu à peu, nous en sommes arrivées à comprendre que notre participation devait être plus active (nous sommes 50% de la population du Nicaragua) et qu'il fallait une lutte plus conséquente, non plus seulement pour dénoncer le non-respect des droits humains, mais plus politique.

Nous avons appuyé le mouvement étudiant, les occupations de collèges, et d'églises; nous avons lancé une campagne contre la hausse des impôts sur les produits essentiels, avec une manifestation très combative... quinze mille femmes dans la rue. Et bien sûr, le régime nous a réprimé, il a même tué quelques-unes de nos compagnes. Déjà en septembre, nous travaillions avec les comités de lutte, dans des réseaux de propagande et de communication, aux niveaux national et départemental.

Alors, nous avons vu comment on assassinait nos fils et nos pères; donc maintenant, ça ne marche plus, la conception que les femmes ne vont faire que des dénonciations. Nous participons à différentes tâches et à différents niveaux: les premiers soins, les aliments, donner refuge aux camarades, la collecte d'équipement de lutte, jusqu'aux compagnes qui suivent des cours d'entraînement militaire. Nous avons clairement conscience qu'à un moment donné nous aurons nous autres mêmes à remplacer ceux qui tombent.

- Vous parlez d'un processus long et massif...

- S.R.: Oui, il faut mettre en clair que notre organisation est ouverte, dans le sens où elle n'a pas de ligne de parti déterminée. Nous accueillons toute femme de l'opposition, qu'elle appartienne ou non à un parti politique, ou qui a simplement des idées démocratiques. La conscientisation massive a été longue. Nous essayons d'organiser les femmes aussi sur lieux de travail, dans les syndicats ou dans les organismes de lutte contre la dictature. Nous lui faisons prendre conscience que c'est à deux niveaux: comme femme et comme ouvrière. Dans les usines, le travail est très difficile. Il y a les «syndicats blancs» (4) qui leur font signer des papiers disant qu'elles reçoivent tout: prestations, vacances, etc., et où elles n'ont pas le droit de réclamer, même si en réalité elles n'en reçoivent rien. Les gens ont peur de chômage (45% au pays). Nous les organisons aussi dans les quartiers, où en plus des ouvrières, nous organisons les ménagères, les travailleuses domestiques, et les autres travailleuses. Nous avons organisé les femmes qui louent des places dans les marchés, les épouses des ouvriers d'une raffinerie de sucre, ... qui appartient à Somoza.

- Faites-vous du travail également à la campagne?

- S.R.: Oui, il y a deux régions où nous avons entrepris un travail direct avec la femme paysanne. Il faut reconnaître que depuis septembre, nous souffrons d'une grande désarticulation. Esteli est un exemple. En fait, Esteli est disparu de la carte. L'organisation des femmes y était très élevée. Les femmes sont mortes, détenues, ont changé des régions ou se sont exilées. Mais ce sont des exceptions. Les femmes nicaraguayennes sont disposées à continuer à s'organiser, à aller jusqu'aux dernières conséquences de cette lutte, à nous organiser davantage. Nous sommes rentrées au MPU conscientes du fait que nous ne pouvions continuer à travailler comme organisation individuelle, pour empêcher que notre travail soit isolé, et puis pour contribuer davantage à la lutte de tout notre peuple.

- Et puis dans le secteur étudiant, comment s'est produit le ralliement au mouvement populaire?

- F.S.: Dans notre pays, le mouvement étudiant a maintenu une combattivité historique, même au moments de reflux du mouvement de masse. Cette combattivité existait déjà aux années 40. En 1944, année d'une grande crise de la dictature, le secteur étudiant a eu une participation renommée dans le mouvement d'opposition. En 56 et 58 aussi. Nous rappelons le massacre de Leon, le 23 juin de cette année-là. Ensuite de nouveau, au début des années 70, et maintenant, surtout depuis 1977.

- Quels niveaux atteint cette participation?

- F.S.: En 77 c'était pratiquement le secteur juvénile qui a rompu le siège, par ses tâches d'agitation, en distribuant des tracts, en posant des affiches, en organisant de petites réunions dans les quartiers, dans les collèges, les autobus et les églises. En même temps, ils ont développé leurs organisations de masses, participant de façon combattive à de nombreuses activités. Le Mouvement des Étudiants du Secondaire a réussi à déclencher une grève nationale de 90.000 étudiants, avec l'appui d'autres secteurs et organisations. Leur participation a connu une escalade. De là ils sont allés jusqu'à participer aux affrontements armés contre la dictature somoziste. Un cas spécifique qui démontre cette situation fut le soulèvement de Matagalpa, où des étudiants et des jeunes des quartiers ont organisé le soulèvement et ont réussi à y intégrer des secteurs organisés de la paysannerie. Ce soulèvement a été moins spontané, plus organisé. Il a compté aussi avec le travail de militants du FSLN qui avaient organisé des paysans dans la zone nord. A cette occasion les étudiants ont joué un rôle d'extrême importance, et c'est un exemple qui démontre leur niveau d'incorporation au mouvement.

S.R.: Non seulement aux niveaux universitaire et secondaire. En 1978, nous avons même vu la participation d'étudiants du primaire. Des enfants de troisième à sixième année de l'école primaire sont sortis dans les rues et ont développé leur propagande; ils recevaient des instructions des jeunes de 18 ou 20 ans, ceux qu'ils appellent les «adultes». Il y a des étudiants du primaire qui ont arrêté les classes et ils ont occupé quatre écoles. Et ils ont été poursuivis par la police. Les enfants ont un niveau de conscience beaucoup plus élevé que ce que l'on s'imagine. Il y a des enfants de 10 et de 12 ans qui ont combattu.



- (1) Référence au journaliste P. Joaquin Chamorro, directeur du journal «La Prensa».
- (2) Au soulèvement à Monimbo, la population n'a utilisé que des bombes qui explosent sur contact, des fusils de calibre 22 et des fusils de chasse.
- (3) «Oreilles», nom donné à la police politique, et en général aux informateurs du régime.
- (4) Syndicats organisés par la dictature et le patronat.

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans-but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France: Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Étudiants 65 FF. A l'étranger: Institutions 40 US Dlls., Individus 25 US Dlls. et Étudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication: Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur: 001. N° Imprimeur: A001.

Ces formes de domination et d'exploitation se traduisent, à notre avis, dans le contrôle direct de l'Etat par les décrets et les lois, et par l'apparition de coopératives agraires où l'Etat contrôle tout directement. Ainsi la réforme agraire, élément central du régime n'a même pas atteint l'objectif : « la terre à celui qui la travaille » ni à rendre viable un développement important du capitalisme à la campagne qui, d'après nous, est seulement possible à travers la révolution agraire des agriculteurs sous la conduite du prolétariat révolutionnaire. Pour les nationalisations, il y a sans doute un problème qui va marquer la structure économique du pays ainsi que la dynamique du mouvement de classes; ainsi, la tentative de développement du capitalisme d'Etat, un Etat non seulement régulateur mais aussi producteur qui va assurer sa présence par le moyen de l'expropriation d'entreprises, va signifier un ensemble de contradictions avec les secteurs de l'impérialisme, avec des secteurs de la grande bourgeoisie, avec certains secteurs oligarchiques. Nous croyons que cette situation est irréversible. Le pays est entré dans une phase où le libéralisme économique, une économie entièrement aux mains de la grande bourgeoisie libérale, un Etat qui remplit simplement la fonction de promoteur, rappellent une situation passée. Il se produit sans doute un important retour en arrière en ce qui concerne l'importance de l'Etat et le contrôle de l'économie, mais le maintien d'un secteur de l'industrie et du commerce dans l'appareil d'Etat nous semble inévitable. Le rôle de l'Etat à la campagne nous semble également irréversible. Il n'y a pas de parti politique réactionnaire qui envisage d'annuler la réforme agraire et de rendre les terres, ce qui signifie que l'Etat a un rôle bien défini dans le contrôle de l'agriculture. Tout cela jouera un rôle dans les contradictions de classes. D'une part dans les contradictions entre le mouvement populaire et le Patron/Etat d'où le patron privé est exclu; et d'autre part, tout cet ensemble va avoir des implications dans les contradictions à l'intérieur du camp réactionnaire, comme par exemple, les oppositions qui existent aujourd'hui entre l'Action populaire (Belaunde ou Bedoya) et une alternative comme celle que proposent Morales Bermudez et l'Apra. Morales Bermudez et l'Apra sont davantage liés aux intérêts dépendants d'un développement capitaliste d'Etat et au maintien de l'Etat en tant qu'élément régulateur et actif dans le contrôle de l'économie, et Belaunde/Bedoya ou l'Union des chefs d'entreprises privées de leur côté prétendent provoquer un processus de récupération, exprimant les intérêts de la grande bourgeoisie plus libérale dans le contrôle de l'économie. L'autre changement fondamental est, me semble-t-il, la tentative de Velasco d'aboutir à une relation de domination par l'intermédiaire de l'Etat, différente de la domination oligarchie-propriétaires terriens. Le fait que les agriculteurs tentent de s'incorporer à la vie politique officielle, en n'oubliant pas également l'apparition d'organisations corporatives comme la Confédération nationale agraire (la Confédération des Travailleurs de la Révolution péruvienne, etc.), tout cela est, à notre avis, l'expression de la tentative de cette fraction de la bourgeoisie d'encadrer le mouvement paysan dans le développement de sa lutte. Le réformisme a signifié l'apparition des paysans sur la scène politique, on a tenté de les rattacher organiquement à la Confédération nationale agraire, opposée au régime de Morales Bermudez dans le cadre de la crise politique et économique qui

affecte durement le pays. Nous croyons que le régime réformiste a échoué dans sa tentative d'encadrer la classe ouvrière derrière ses positions. Une alternative du style péroniste n'a pas été possible. Les communautés, dans le milieu du travail, on échoué dans cet objectif d'encadrement; beaucoup d'entre elles se mettant au service des organisations syndicales. Il reste à évaluer les effets du régime de Velasco sur les pauvres de la ville, sur les jeunes. Il y a quelques indications qui nous permettent d'avoir une certaine clarté sur ce qui s'est passé à Villa El Salvador. Cette jeune ville fut théoriquement soutenue par le gouvernement dans sa tentative d'autogestion qui a échoué, ainsi d'ailleurs que la tentative d'encadrement politique des pauvres de la ville; si bien qu'aujourd'hui, la direction de la ville n'est plus liée au régime ou à la réforme sinon à des secteurs liés à la gauche révolutionnaire. Ce qui est d'ailleurs un échec également, mais sur ce point, une analyse plus profonde serait nécessaire. Dans le secteur de l'économie, dans la relation Etat-masses, dans les formes de domination: tel a été le rôle du gouvernement militaire dans ces dix dernières années. Dans son rapport avec l'impérialisme il nous semble que le régime n'a pas exprimé une position anti-impérialiste. Au niveau de la dette extérieure il y a une intention de développer une supposée révolution financée par des agences financières impérialistes. L'impérialisme a eu une marge de manoeuvre très importante où tout en ayant perdu les bases de la propriété, il a conservé sur le pays une domination importante sur les mécanismes financiers. Ni Velasco ni encore moins Morales Bermudez n'ont apporté un véritable changement dans la structure productive industrielle du pays. La structure est restée dépendante des techniques, des ressources et des machines impérialistes, et les terres et les entreprises qui ont reçu les plus grands crédits et une aide technique, demeurent celles qui sont liées au commerce extérieur. On n'a pas réussi alors une alternative indépendante nationale, on a simplement vécu comme disait Mariategui, en faisant référence à la petite bourgeoisie, une « ivresse nationaliste », « ivresse » qui a été financée par l'impérialisme dans beaucoup de cas. Aujourd'hui l'économie du Pérou ne peut être perçue en dehors du Fonds monétaire international. Voilà l'évaluation générale des rapports du pays avec les Etats-Unis, avec l'impérialisme, de l'Etat avec les masses et des changements entrepris dans le domaine économique par le régime.



L'Agence Latino-américaine d'Information - A.L.A.I. - fondée en 1976 par un groupe de journalistes latino-américains publie un **Bulletin Hebdomadaire en Espagnol**. L'information provient de collaborateurs dans différents pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Pour plus d'informations contactez:

Agence Latino-américaine d'Information 1224 Ste. Catherine O. 403 Tel (514) 861 07 56 MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

NOUVEAU PANORAMA POLITIQUE

La proposition intentionnellement vague, du nouveau président du Brésil, le général Joao Figueiredo, d'entrer dans une étape de «conciliation nationale», fut reçue avec un scepticisme marqué par d'amples secteurs de l'opposition brésilienne. Cette tentative de la part du gouvernement d'en arriver à une entente afin de désarticuler la nouvelle force atteinte par l'opposition, répond à deux facteurs principaux: 1) la fragilité de la manœuvre utilisée pour maintenir le contrôle du Sénat, de la Chambre des Députés et des Assemblées des Etats (par les réformes d'avril 1977) et 2) le fait concret que Figueiredo se trouve l'héritier de la direction d'un régime de force aux prises avec une crise économique et sociale: (inflation que les contrôles monétaristes ne peuvent plus contenir; dette externe gigantesque; action revendicative croissante de la part des travailleurs et des secteurs populaires en général).

C'est dans ce contexte, et en tenant compte du résultat des élections législatives du 15 novembre dernier, que le gouvernement ne semble pas avoir d'autre recours que la négociation pour maintenir le contrôle de la situation politique du pays. Ainsi s'explique l'appel de Figueiredo à l'opposition.

Néanmoins, les frustrations constantes qui ont été le résultat de chaque rapprochement entre l'opposition et le gouvernement, particulièrement depuis que Geisel annonça sa politique d'ouverture d'une part, et d'autre part le désaveu accordé par l'électorat aux représentants du Mouvement démocratique brésilien (MDB) qui avaient assumé une attitude de conciliation à l'égard des militaires, semblent suggérer que les possibilités d'entente sont pour le moment, difficiles à envisager. La réponse donnée par le président national du MDB, Ulises Guimaraes, à la proposition du gouvernement, confirme, en outre, l'attitude du bloc de l'opposition. Guimaraes a dit, à la fin d'un colloque d'étude sur l'action parlementaire du MDB, tenu du 15 au 17 décembre derniers à Sao Sebastiao, que «si le nouveau président désire la conciliation, il doit écouter non seulement le MDB mais toute la nation. Et il n'y a pas d'autre formule pour écouter la voix du peuple, qu'une Assemblée nationale constituante, accompagnée d'une ample pacification à travers l'amnistie» (1).

Cette position fut ratifiée dans un long texte élaboré à la fin du colloque. Ce document, qui indique les lignes d'action aux parlementaires et dirigeants du MDB, établit les positions suivantes: « a) rejeter toute manœuvre conciliatoire, allant de l'acceptation de mandats ou de postes officiels jusqu'à l'approbation de réformes institutionnelles jugées insatisfaisantes, qui seraient imposées par le gouvernement; b)

poursuivre l'abrogation des mesures anti-démocratiques comme le «Paquet d'avril», qui enlève au peuple le droit de choisir ses gouvernants par voie directe; la Loi «Falcao», qui impose le baillon à la critique et nie l'information aux électeurs; la loi anti-grève, qui entrave les justes revendications des travailleurs; la Loi de Sécurité nationale, qui institutionnalise l'arbitraire et la censure; les normes relatives à l'état et aux mesures d'urgence; la tenue au même moment de toutes les différentes élections et la prorogation de n'importe quel type de mandat; le Décret Loi 477; c) la lutte pour l'amnistie totale et pour la convocation d'une Assemblée nationale constituante assurant à la nation le droit d'établir les bases et directives de son développement; d) la lutte pour la réforme fiscale, pour le renforcement des municipalités et pour une meilleure distribution des revenus; e) la lutte pour l'autonomie syndicale et la garantie de la stabilité de l'emploi; et f) la lutte pour la défense de l'homme de la campagne, au moyen d'une urgente réforme agraire» (2).

LES ELECTIONS DE NOVEMBRE

Dans une importante mesure, cette position de MDB reflète la double situation créée par les élections du 15 novembre. Une lecture attentive des résultats électoraux démontre que quoique le MDB ait été, encore une fois, le point de référence d'importants secteurs populaires d'opposition au régime, le vote s'est incliné en faveur des candidats de la dénommée «aile gauche» du mouvement, qui a passé de 36 à presque 80 députés fédéraux, tandis que quelques représentants connus pour leurs activités conciliatoires perdirent leur siège. En d'autres mots: l'électorat brésilien sanctionna le régime en votant massivement pour le MDB, mais en même temps, il sanctionna les secteurs les plus hésitants de l'unique parti d'opposition autorisé par le régime. Pour de larges secteurs populaires, il est clair que le MDB n'est pas l'instrument idéal pour la participation des masses au processus politique national. La pratique du MDB, qui en 1974 et en 1976 obtint un appui populaire significatif, a été de s'éloigner des secteurs populaires pour se limiter à une action sur le plan purement parlementaire. Malgré cela, l'électorat brésilien n'avait pas d'autre canal d'expression de son rejet du régime militaire, que de voter pour le MDB ou de s'abstenir, en annulant le bulletin de vote ou en le laissant en blanc. C'est ce qui explique les résultats, résumés dans les deux tableaux suivantes.

Total des votes *	SENAT	CHAMBRE	ASSEMBLEES DES ETATS
ARENA	13.114.383	14.938.606	15.053.883
MDB	17.529.422	14.785.789	15.160.303
Blancs	5.141.707	5.029.197	4.569.565
Nuls	3.013.985	2.711.106	2.647.303

Total des Représentants	SENAT	CHAMBRE	ASSEMBLEES DES ETATS
ARENA	42	231	492
MDB	25	189	353

*Réf O ESTADO DE SAO PAULO, 21 décembre 1978.

(1) EM TEMPO, Sao Paulo, Année 2, No. 43, 21-27 décembre 1978.

(2) Idem.